

Arrêt notifié aux parties par lettre n° 25 et 27/GC/CPC du 28/11/84
Arrêt notifié au Président CPC par lettre n° 9/GC/CPC du 14/11/84
Arrêt notifié au Procureur Général PPC lettre n° 537/GC/CPC 23/11/84

N° 7/04 du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N° 76-8/GA du Greffe

COUR POPULAIRE CENTRALE

Arrêt du 13 Septembre 1984

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

TOGBE Salvador

c/

Préfet de l'Atlantique

Vu la requête en date du 19 Novembre 1976, enregistrée au Greffe de la Cour sous n°480 du 22 Novembre 1976 par laquelle le nommé TOGBE Salvador ayant ANGÉLO pour conseil a saisi la Cour d'une demande en annulation de la décision n°32 du 27 Juin 1964 par laquelle le Préfet de l'Atlantique a accordé un permis d'habiter la parcelle B du lot 505 de Cotonou à la nommée veuve TOGBE Salvador Zansi;

Vu la transmission sous n° 041/GCS du 26 Janvier 1978 du Greffe de la Cour communiquant au Préfet de l'Atlantique pour ses observations, la requête en date du 19 Novembre 1976 du conseil du requérant TOGBE Salvador;

Vu la lettre n° 1011/AGD du 13 Septembre 1978 enregistrée sous n°468/GCS du 18 Septembre 1978 par laquelle le Préfet de l'Atlantique acquiescait aux faits et moyens invoqués par le requérant et allait faire diligence pour le rétablir dans ses droits;

Vu l'arrêté n°19 du 18 Novembre 1979 enregistré sous n°388 du 9 Novembre 1979 par lequel l'Administration Préfectorale a annulé la décision susvisée accordant à Zansi le permis contesté et rétabli TOGBE Salvador dans ses droits de premier occupant;

Vu toutes les pièces du dossier;

Vu la loi 81-004 du 23 Mars 1981 portant organisation judiciaire;

Cui le Président-Rapporteur en son rapport;

Cui l'Avocat Général en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Considérant que TOGBE Salvador a saisi la Cour

.../...01

Visé pour timbre et Enregistrement
En dépôt
A Cotonou
L'Inspecteur de l'Enregistrement



d'une requête tendant à l'annulation d'une décision par laquelle le Préfet de l'Atlantique a accordé à une prétendue veuve TOGBE Salvador Zansi un permis n° 32 du 27 Juin 1964 autorisant ladite bénéficiaire à habiter la parcelle B du lot 505 de Cotonou ;

Considérant que par une décision n° 19/PRA/AGD/S4 du 8 Novembre 1979 postérieure à l'introduction du pourvoi, l'Administration Préfectorale a rapporté la décision attaquée

Considérant qu'ainsi la requête susvisée de Salvador TOGBE est devenue sans objet.

PAR CES MOTIFS :

LA COUR SE DECIDE

Article 1er. - Il n'y a lieu de statuer sur la requête susvisée de TOGBE Salvador.

Article 2. - Les dépens seront à la charge du Trésor Public.

Article 3. - Expédition de la présente décision sera faite à TOGBE Salvador et au Préfet de l'Atlantique.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Central (Chambre Administrative) composée des Camarades :

Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative, PRESIDENT;

Pierre A. ASSOGBA et Barthélémy DIDE, Juges Professionnels, CONSEILLERS;

Jean-Marie GNAMBOU et Lucien AKPOVI, Juges Populaires non Professionnels, CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience Publique du Jeudi treize Septembre mil neuf cent quatre vingt quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Pierre AHLINVI GOMLAN, Avocat Général de la Section Administrative, MINISTERE PUBLIC;

et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER;

Et ont signé :

Le Président,

Le Greffier,


A. PARAISSO.


J. TOUMATOU.

PROCES-VERBAL DE TRANSPORT

Le 19 août 1984, à 10 h 17 mn ;

En exécution de l'ordonnance n° 1 du 16 Août 1984

du Président-Rapporteur de la Chambre Administrative de la Cour Populaire Centrale, la susdite Cour composée des Camarades :

- PARAISSO Alexandre, Président de la Chambre Administrative, Président ;

- ASSOGBA A. Pierre et DIDE Barthélémy, Juges Professionnels, Conseillers ;

- GNAMBODE Jean-Marie, DOSSOU Christian et AKPOVI Lucien, Juges Populaires non Professionnels, Conseillers ;

- TOUMATOU Justin, Greffier ;

s'est transportée en présence du Camarade AHLINVI GOMLAN Pierre, Avocat Général de la Section Administrative du Parquet Populaire Central, au Carré n° 565-566 à Cotonou en litige entre ADJIWANOU épouse AKPO Régina et YEDJI Ignace.

Ce transport a lieu en présence effective de la requérante ADJIWANOU épouse AKPO Régina et de son conseil, Maître CAMPBELL-da SILVA et en l'absence de YEDJI Ignace et de son conseil, Maître KEKE. Ce dernier a présenté ses excuses à la Cour.

Ledit transport a permis de constater que l'immeuble comprend deux parties: une partie restauration bâtie sur la voie publique et l'autre, sur le terrain même contesté, est faite de plusieurs pièces servant de logement, de cuisine, d'office et de lieux sanitaires.

Sur interpellation de la Cour, la requérante a donné les réponses suivantes :

S.I.R. : C'est moi qui ai construit dans cette maison.

S.I.R. : Tous les enfants vivent avec moi et y sont nés.

S.I.R. : Mon mari est chez lui à St Michel.

S.I.R. : La maison de mon mari est hypothéquée par la Banque.

S.I.R. : Je ne puis quitter les lieux parce que c'est ma propriété d'une part et d'autre part, j'y ai mon fonds de commerce.



.../...

En continuation du transport, la Cour s'est rendue au domicile de AKPO Ferdinand pour connaître les conditions de réinstallation éventuelle de la requérante et des siens. Il s'agit d'un immeuble assez vaste composé de trois petites constructions: celle donnant dans la rue est occupée par un locataire et le neveu de AKPO; celle qui est à l'intérieur est en bambou et a deux pièces occupées par le susdit AKPO lui-même et la troisième servirait d'entrepôt.

Sur interpellation, AKPO a répondu :

S.I.R. : L'immeuble est hypothéqué par la B.C.B

S.I.R. : Je prends vingt mille (20.000) francs de loyer, mais depuis un an, je n'ai plus d'autres locataires à part celui que vous venez de voir.

S.I.R. : Je n'ai pas de revenus réguliers.

S.I.R. : J'aviserai le moment venu comment permettre à ma femme de recommencer son commerce.

Plus rien à constater, la Cour a regagné son siège vers 10 h 55 mn.

De tout ceci, il a été dressé le présent procès-verbal les jour, mois et an ci-dessus et que le Président Rapporteur a signé avec le Greffier./.

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,



J. TOUMATOU.